



« Droit public et alimentation »

1^{er} octobre 2026

A l'occasion de la sortie de l'ouvrage collectif « Droit public et alimentation », le Laboratoire VIP organise une journée d'étude sur ce thème à la Faculté de droit et de science politique de l'Université de Versailles – Saint-Quentin (amphi 4 – 14h-17h – entrée libre, mais inscription obligatoire par le lien ci-dessous :

L'ouvrage

L'alimentation porte en elle des dimensions variées – biologique, environnementale, sociale, sociétale, politique, religieuse – tant individuelles que collectives, en lien direct avec les droits humains, avec les politiques publiques ou la souveraineté des Etats. Elle recèle et présente des enjeux d'intérêt général protéiformes que le droit public ne peut ignorer. Les bouleversements scientifiques et techniques, sociaux, climatiques et géopolitiques renforcent encore l'utilité de s'intéresser à l'articulation entre « Droit public et alimentation ». Une telle étude doit permettre de déterminer dans un premier la réception de « *l'alimentation en droit public* », avant d'étudier dans un second temps le contenu de la réglementation et la structuration concrète du « *droit public de l'alimentation* » (partie 2).

Pour mener à bien cette étude, une équipe de vingt-et-un auteurs a été constituée sous la direction scientifique d'Olivier Guézou et Stéphane Manson, sous les auspices du Centre de recherche « Versailles Saint-Quentin Institutions Publiques », laboratoire de droit public de l'Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines.

Le projet « Droit public et... - un ouvrage, un colloque »

Ce travail fait partie d'un projet plus large « Droit public et... – un ouvrage, un colloque » sous la direction scientifique d'Olivier Guézou et Stéphane Manson et dont l'objectif est, à travers plusieurs ouvrages et colloques, d'améliorer la connaissance du droit public et de ses interactions avec des questions sociétales fondamentales. Tous les ouvrages de cette « collection » suivent des plans comparables, afin de permettre, à terme, d'en généraliser les enseignements.

Ce projet a également pour particularité de ne pas reposer sur la publication *a posteriori* des actes d'un colloque. L'ordre classique est inversé puisqu'il s'agit d'abord de concevoir et de publier un ouvrage, en toute liberté, sans les contingences de disponibilité des intervenants ou d'encadrement des temps de paroles et ensuite seulement d'organiser un colloque à l'occasion de la parution de l'ouvrage. Cela permet en outre de mobiliser pour l'ouvrage un nombre de chercheurs bien supérieur à ceux qui interviendront lors du colloque.

Le projet est organisé dans le cadre du Centre de Recherche Versailles – Institutions Publiques (VIP) et notre équipe de chercheurs n'est pas essentiellement composée de spécialistes du droit de l'alimentation, même si certains – ou certaines – travaillent déjà largement sur ces questions. Notre démarche est justement de réunir des auteurs de droit public reconnus dans leur spécialité qui ont accepté de confronter leur domaine de travail habituel avec les problématiques relatives à l'alimentation. Cette démarche originale est de nature à offrir un regard neuf sur ces questions, enrichi d'expériences acquises dans d'autres contextes.

Réalisations antérieures

- 2010 « Droit public et handicap » : un ouvrage, 20 auteurs, 345 pages, janvier 2010, Dalloz (colloque au Palais du Luxembourg, le 8 février 2010).
- 2013 - « Droit public et nucléaire », un ouvrage, 22 auteurs, 306 p., avril 2013, Bruylant (colloque à l'Université de Versailles-Saint Quentin, 23 mai 2013)
- 2020 - « Droit public et culture » : un ouvrage, 20 auteurs, 309 pages, juin 2020, Bruylant (colloque remplacé par une conférence en visioconférence le 5 novembre 2020).

1^{er} octobre 2026 – 14h-17h
Faculté de DSP Bâtiment Leclerc
Amphi 4

Allocution d'ouverture

Olivier GUEZOU et Stéphane MANSON, professeurs de droit public, directeurs scientifiques de l'ouvrage.

La reconnaissance (par le droit public)

- « Le droit à l'alimentation, un droit fondamental ? État des lieux et perspectives à partir des contentieux français et européens »
Elsa KOHLHAUER, maîtresse de conférences en droit public, La Rochelle Université
- « L'approche One Health dans l'Union européenne : d'une reconnaissance progressive à l'épreuve de l'institutionnalisation »
Marie-Ange SCHELLEKENS, chercheuse associée, La Rochelle Université, Laboratoire LIENSs (UMR 7266)

La mobilisation (du droit public)

- « L'Etat à la table de la loyauté alimentaire : entre sécurité sanitaire et lutte contre la fraude »
Tania EINAUDI, maître de conférences HDR en droit public, Université de Picardie Jules Verne, Laboratoire VIP.
- « Je mange comme je crois - Alimentation, religion et laïcité républicaine »
Nathalie WOLFF, maîtresse de conférences en droit public, UVSQ Paris Saclay, Laboratoire VIP.

L'instrumentalisation (par le droit public)

- « Droit de l'urbanisme et alimentation : la protection des zones agricoles »
Pierre-Yves SAGNIER, maître de conférences en droit public, université de Lille
- « Souveraineté alimentaire et commande publique : entre ambition politique et contraintes juridiques »
Guillaume DELALOY, premier conseiller de tribunal administratif et de cour administrative d'appel, professeur associé à l'université de Tours.

Cocktail de clôture

O. GUEZOU et S. MANSON (codir. sc.) et a., « Droit public et alimentation », *Bruylant*, 2026, 272 pages : <https://www.larcier-intersectia.com/fr/droit-public-alimentation-9782802776710.html>

Introduction générale

Olivier **GUEZOU**, professeur de droit public, UVSQ Paris Saclay. Laboratoire Versailles Saint Quentin Institutions publiques (VIP) et Stéphane **MANSON**, professeur de droit public, La Rochelle Université. Laboratoire droit et management EOLE.

Partie 1 - L'alimentation en droit public : la reconnaissance

Ch. 1 – La rencontre : les fondements historiques

- « Le grand couvert royal, institution de droit public sous l'Ancien régime », Carlos-Miguel **PIMENTEL**, professeur de droit public UVSQ Paris Saclay, Science Po Saint-Germain-en-Laye, Laboratoire VIP.
- « Versailles au franc-marché », Catherine **LECOMTE**, agrégée des facultés de droit doyen honoraire, UVSQ Paris Saclay, Laboratoire VIP.
- « Sur quelques usages des arguments sanitaires et environnementaux dans la régulation de l'alimentation », Yves **POIRMEUR**, professeur émérite de science politique, UVSQ Paris Saclay, Laboratoire VIP.

Ch. 2 – L'intégration : le dépassement des frontières

- « L'approche One Health dans l'Union européenne : d'une reconnaissance progressive à l'épreuve de l'institutionnalisation », Marie-Ange **SCHELLEKENS**, chercheuse associée, La Rochelle Université, Laboratoire LIENSs (UMR 7266)
- « « De la ferme à la table » : d'une politique de l'annonce à une politique qui renonce ou la préséance de la ferme sur la table », Didier **BLANC**, professeur de droit public, école de droit de Toulouse, Université Toulouse Capitole
- « L'Union européenne face à ses contradictions : l'exemple du commerce de l'huile de palme », Francette **FINES**, Professeure Sciences-Po Toulouse, Université Toulouse Capitole, Laboratoire UTOPI.

Ch. 3 – L'individualisation : l'alimentation, un droit

- « Le droit à l'alimentation, un droit fondamental ? État des lieux et perspectives à partir des contentieux français et européens », Elsa **KOHLHAUER**, maîtresse de conférences en droit public, La Rochelle Université.
- « L'affaire du chlordécone : enjeux juridiques autour de la responsabilité étatique et du droit à l'alimentation », Béatrice **BOISSARD**, maîtresse de conférences HDR en droit public UVSQ Paris Saclay, Laboratoire VIP.
- « Famine et droit international humanitaire », Auriane **DIROU**, docteure en droit public, directrice adjointe des affaires juridiques et institutionnelles – CY Cergy Paris Université.
- « Droit à l'alimentation et dérèglement climatique », Géraldine **GIRAUDEAU**, professeure en droit public, UVSQ Paris Saclay, Laboratoire VIP, membre junior de l'Institut universitaire de France.

Partie 2 – Le droit public de l'alimentation : la structuration

Ch. 1 – La mobilisation : les moyens institutionnels et humains

- « Les institutions publiques de la sécurité sanitaire des aliments », Maxime **GOUPIL**, Doctorant contractuel UVSQ Paris-Saclay, Laboratoire VIP.
- « L'Etat à la table de la loyauté alimentaire : entre sécurité sanitaire et lutte contre la fraude », Tania **EINAUDI**, maître de conférences HDR en droit public », Université de Picardie Jules Verne, Laboratoire VIP.
- « Acteurs du contrôle et infractions pénales », Benjamin **CLEMENCEAU**, directeur des affaires juridiques, commune de Montfermeil.

Ch. 2 – L'action : les politiques publiques directes

- « Je mange comme je crois - Alimentation, religion et laïcité républicaine, » Nathalie **WOLFF**, maîtresse de conférences en droit public, UVSQ Paris Saclay, Laboratoire VIP.
- « L'alimentation en milieu scolaire », Raphaël **MATTA-DUVIGNAU**, maître de conférences en droit public, UVSQ Paris Saclay, Laboratoire VIP, expert associé à l'IH2EF et président de l'Observatoire du droit de l'éducation.
- « Fiscalité et politique alimentaire : un outil pléthorique pour une efficacité limitée », Pascale **BERTONI**, professeur de droit public UVSQ Paris-Saclay, directrice du Laboratoire VIP
- « L'offre alimentaire dans les territoires ultramarins français - Analyse de la loi LUREL », Béatrice **BOISSARD**, maîtresse de conférences HDR en droit public UVSQ Paris Saclay, Laboratoire VIP.

Ch. 3 – L'instrumentalisation : l'alimentation dans les autres matières de droit public

- « Droit de l'urbanisme et alimentation : la protection des zones agricoles », Pierre-Yves **SAGNIER**, maître de conférences en droit public, université de Lille.
- « Eau et alimentation : histoires parallèles et vie commune », Thierry **TOURET**, formateur professionnel en droit des risques naturels et consultant en droit et administration de l'environnement.
- « Souveraineté alimentaire et commande publique : entre ambition politique et contraintes juridiques », Guillaume **DELALOY**, premier conseiller de TA et de CAA, professeur associé à l'université de Tours.
- « Commande publique, alimentation et développement durable », Bastien **BOYER**, doctorant au Laboratoire VIP, référent ministériel achats responsables, Ministères chargés de l'EN et de l'ESR.